

Communiqué de presse

Votation sur la révision de la loi sur les impôts 2019: Une occasion manquée aux conséquences négatives

Berne, le 25 novembre 2018. **Le comité, largement soutenu et composé de tous les partis bourgeois et libéraux ainsi que de nombreuses organisations du monde de l'économie, est déçu par le NON du peuple à la révision de la loi sur les impôts 2019. L'occasion a ainsi été manquée de réduire l'écart entre le canton de Berne et les autres cantons et d'améliorer les conditions économiques qu'il offre aux entreprises qui s'y implantent.**

Par leur vote de ce dimanche, les citoyennes et citoyens ont pris une décision lourde de conséquences pour le canton. Suite à ce verdict des urnes, le canton de Berne se retrouve en queue de file en matière de fiscalité des entreprises. De plus, il est perçu dans tout le pays comme ignorant des besoins de l'économie, voire hostile à celle-ci.

Les opposants vont maintenant devoir présenter des méthodes réalistes pour faire avancer le canton. Il est toutefois peu probable que des campagnes comptant divers trous noirs parviennent à l'aider à se libérer durablement de la perfusion que constitue la péréquation financière nationale.

Dans le cadre de la mise en œuvre dans les cantons du projet de réforme fiscale de la Confédération (RFFA) en 2021, une nouvelle possibilité s'offrira de rattraper cette occasion manquée. D'ici là, la nouvelle estimation des valeurs officielles aura rempli la caisse cantonale (augmentation des impôts sur la fortune de près de CHF 34 millions) et surtout les caisses communales (augmentation des taxes immobilières et des impôts sur la fortune d'un montant total d'au moins CHF 81 millions). En outre, le canton de Berne aura perçu des fonds supplémentaires de l'ordre de CHF 40 millions au moins au titre de «l'augmentation de la part cantonale au produit de l'impôt fédéral direct», à condition toutefois que le peuple suisse accepte le projet RFFA (en cas de référendum). Toutes ces recettes supplémentaires doivent être restituées aux contribuables.

Pour tout renseignement complémentaire:

Madeleine Amstutz, députée UDC, T. 079 515 69 70 / Katharina Baumann, députée UDF, T. 079 781 54 61

Adrian Haas, député PLR, T. 079 717 24 24 / Michael Köpfli, député pvl, T. 079 743 30 89 /

Anita Luginbühl, députée PBD, T. 078 756 02 52

